

SOCIOLOGIE DE LA RÉSISTANCE DANS LES ALPES-MARITIMES

L'objectif de cette contribution est de parvenir à mieux appréhender les milieux résistants des Alpes-Maritimes en essayant d'affiner les informations obtenues pour chaque mouvement, voire en distinguant entre l'ensemble des résistants et leurs cadres ou leurs martyrs.

Cette étude ne prétend pas être définitive, dans la mesure où bon nombre d'éléments font défaut sur les plans professionnel, politique et religieux et où d'autres manquent de précision (date présumée d'entrée dans la Résistance, religion catholique déclarée mais sans précision de la pratique, de l'agnosticisme ou de la libre pensée).

D'autre part, elle repose, pour l'essentiel, sur des fichiers incomplets : celui des Combattants volontaires de la Résistance (C.V.R.), consultable à l'Office départemental des anciens combattants et victimes de guerre (O.D.A.C.V.G.) (3.658 résistants analysés par Joseph Girard pour sa thèse sur la Résistance dans les Alpes-Maritimes soutenue en 1973) et celui des déportés et internés, consultable depuis l'année dernière aux Archives départementales (2420 personnes analysées par Suzanne Maron en 1967 pour le compte du Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale). Le premier constitue un corpus à la fois volumineux et lacunaire puisque de nombreux étrangers et F.T.P. n'ont pas déposé de dossier auprès de l'O.D.A.C.V.G. : c'est ainsi que 285 étrangers y figurent alors que 579 ont été arrêtés pour faits de résistance. Le second est un ensemble hétéroclite (mélangeant les déportés politiques et résistants, les raciaux, les otages, les

raflés, les droit commun et les habitants des villages frontaliers transférés de force en Italie en 1944, que Pierre Boyet et moi-même avons restructuré et mis à jour) et lacunaire (il devrait comprendre 4500 fiches et de nombreuses rubriques sont incomplètes ou erronées).

En revanche, le martyrologe établi pour le compte du Musée de la Résistance azuréenne, bien qu'incomplet dans certaines de ses rubriques, est exhaustif sur le plan quantitatif et constitue un échantillon intéressant par son volume (501 individus) comme par son apport qualitatif (comparaison entre le corpus résistant et les martyrs).

Un autre échantillonnage a été utilisé dans cette étude : celui des cadres des mouvements, portant sur 165 personnes mieux connues du chercheur que le « vulgum pecus », à savoir 38 individus pour les réseaux, 55 pour les M.U.R.-M.L.N., 52 pour le Front National et les F.T.P., 20 pour l'O.R.A..

La structure par âges

On estime généralement que la Résistance a été un phénomène concernant surtout les couches les plus jeunes de la population. L'analyse des C.V.R. et des martyrs le confirme en grande partie :

	C.V.R.	MARTYRS
Moins de 20 ans	13 %	18 %
de 21 à 30 ans	25 %	30 %
de 31 à 40 ans	29,5 %	24 %
de 41 à 50 ans	20 %	15 %
plus de 50 ans	9,5 %	8 %
Indéterminés	3 %	5 %

Si les résistants alors âgés de 31 à 50 ans l'emportent (49,5% du total) sur les moins de 30 ans (38%), il faut tenir compte de la structure par âges de la population azuréenne recensée en 1936 (25,5% de moins de 20 ans, 60% de 21 à 60 ans, 14,5 % de plus de 60 ans pour l'ensemble et 26 % de moins de 30 ans, 43 % de 31 à 50 ans et 31 % de plus de 50 ans dans la population active) pour formuler des appréciations plus convaincantes. Ainsi, les plus jeunes (15-20 ans) ne sont que 13 % des C.V.R. mais ils représentent une proportion nettement plus nombreuse que les individus de leur génération dans

la population active (8%) et une part non négligeable des martyrs (18%). En leur ajoutant les 21-30 ans, on s'aperçoit que l'ensemble des moins de 30 ans est surreprésenté avec 38% des C.V.R. et 48% des martyrs par rapport aux 26% correspondants de la population active. Les catégories d'âge mûr (31-50 ans) représentent la moitié des C.V.R., soit un poids légèrement supérieur de leur part dans la population active (43%), mais sont un peu sous-représentées dans les rangs des martyrs (39%). Les plus de 50 ans, avec 9,5% du total, sont nettement sous-représentés par rapport à leur poids conséquent (31%) parmi les actifs ; on peut penser qu'ils constituent donc la catégorie la plus réceptive à la propagande pétainiste, bien qu'il y ait eu dans leurs rangs 8% des martyrs et 21 % des arrêtés.

Si l'on affine l'analyse au niveau des martyrs, on observe que les moins de 30 ans représentent 34% des déportés non rentrés (contre 47% pour les 31-50 ans et 14% pour les plus de 50 ans), 48% des fusillés (contre 37% pour les 31-50 ans et 7% pour les plus de 50 ans) et 62% des morts au combat (contre 28% pour les 31-50 ans et 4% pour les plus de 50 ans). Les plus jeunes ont donc payé un lourd tribut dans la lutte libératrice. Le plus jeune martyr avait 16 ans et demi et faisait partie des F.T.P. ; le plus âgé avait 69 ans et dirigeait l'Armée Secrète.

Observons maintenant la répartition par mouvements, les réseaux apparaissant sous le sigle FFC sur les tableaux ci-dessous :

	C.V.R.				MARTYRS			
	FFC	MUR	FN	ORA	FFC	MUR	FN	ORA
15-20 ans	8%	15%	12%	12%	4%	9%	21%	6%
21-30 ans	24%	27%	32%	36%	34%	36%	39%	61%
31-40 ans	36%	28%	34%	23%	28%	24%	24%	17%
41-50 ans	25%	24%	15%	12%	24%	17%	9%	8%
51-80 ans	3%	2%	1%	13%	6%	9%	4%	5%
indéterminés	4%	4%	6%	4%	4%	5%	3%	3%

L'O.R.A. serait donc à la fois le mouvement le plus jeune (48% de moins de 30 ans) et le plus âgé (13% de plus de 50 ans), ce qui peut s'expliquer par la mobilisation de jeunes ruraux au printemps 1944 et par le nombre respectable de cadres militaires de grade élevé, donc souvent quinquagénaires. Les M.U.R. et le F.N. ont une structure comparable (42% et 44% de moins de 30 ans, 2% et 1% de plus de 50 ans), tandis que les réseaux l'emportent pour la population d'âge mûr (61% de 31 à 50 ans), ce qui peut s'expliquer par l'expérience nécessaire pour apporter des renseignements de qualité. Au niveau

des martyrs, le Front National arrive en tête pour les moins de 20 ans (21%), compte tenu de la jeunesse de nombre de F.T.P. enrôlés au cours du dernier semestre de la clandestinité, mais c'est l'O.R.A. qui l'emporte pour l'ensemble des moins de 30 ans (67% contre 60% au F.N. et 45% aux M.U.R.), les réseaux obtenant le plus de victimes dans la catégorie des 31-50 ans (52% contre 41% aux M.U.R., 33% au F.N. et 25% à l'O.R.A.).

Si l'on étudie maintenant les cadres, on observe que l'O.R.A. arrive en tête pour les plus jeunes (65% de moins de 30 ans, contre 23% au F.N., 18% aux réseaux et 17% aux M.U.R.), que trois mouvements atteignent ou dépassent deux-tiers de responsables d'âge mûr (69% pour les M.U.R., 66% pour le F.N. et 61% pour les réseaux) alors que l'O.R.A. n'en compte qu'un quart tandis que ce sont les réseaux qui disposent de l'encadrement le plus âgé (21% de plus de 50 ans, contre 14% aux M.U.R., 11% au F.N. et 10% à l'O.R.A.). La jeunesse de l'O.R.A. peut s'expliquer par l'arrestation en 1943 du groupe d'officiers fondateurs du mouvement remplacés par une équipe d'officiers frais émoulus de l'Ecole Militaire d'Aix-en-Provence, ayant suivi leurs instructeur Sapin devenu chef régional. La maturité des trois autres mouvements s'explique par le fait que nombre de professions libérales et de cadres du secteur public se trouvaient à leur tête, ayant dépassé la trentaine et, souvent, la quarantaine, notamment pour les M.U.R.

La répartition par sexe

Les Alpes-Maritimes comptaient, en 1936, 47% d'hommes. L'analyse des C.V.R. fournit 91% de résistants de sexe masculin et celle des martyrs 98%. Que la Résistance ait été un phénomène surtout masculin n'est pas surprenant mais il y a une sous-représentation féminine supérieure à la réalité que l'on peut expliquer par une moindre sensibilisation au dépôt du dossier de C.V.R. Les femmes ont constitué 10,5% de l'effectif des arrêtés pour faits de résistance, 2,5% des fusillés et 5% des déportés non rentrés. Si l'on analyse la représentation féminine par mouvements, on observe qu'elle est de 0% pour l'O.R.A., de 6,5% pour les M.U.R., de 7,5% pour le F.N. et de 14% pour les réseaux (collecte et acheminement des informations). Il faut signaler qu'une femme, chef d'un groupe franc s'étant agrégé à l'O.R.A. en juin 1944, est classée parmi les isolés dans le fichier des C.V.R. ! Les femmes représentent 3% des martyrs des M.U.R., 3,5% de ceux du F.N. et 9% de ceux des réseaux. Il n'est guère surprenant qu'elles soient fort peu nombreuses parmi l'encadrement : 1,5% pour les M.U.R., 2,5% pour les réseaux et 4% pour le F.N., au sein duquel elles animaient les F.U.J.P., le Comité des Intellectuels et l'U.F.F.

La répartition par nationalité

En 1936, les Alpes-Maritimes étaient le département français possédant le plus fort taux d'étrangers, soit 22,5% ! Le fichier des C.V.R. n'en compte que 8% alors qu'ils ont représenté 20% des arrêtés pour faits de résistance ! On peut donc raisonnablement penser que leur sous-représentation au sein des C.V.R. s'explique en grande partie par le retour dans le pays d'origine en 1945 (notamment pour les antifascistes d'Italie et d'Europe centrale ou orientale), les candidats à la naturalisation ayant eu intérêt à déposer leur dossier. L'échantillon des martyrs, avec 15% d'étrangers (soit 12% des déportés non rentrés, 19% des fusillés et 14% des morts au combat) se rapproche de la proportion d'avant-guerre. Les étrangers ont donc payé un lourd tribut à la Résistance puisqu'ils sont près de deux fois plus nombreux parmi les martyrs qu'au sein des résistants officiels ; ceci peut s'expliquer par leur implication dominante dans la branche militaire, compte tenu de l'expérience acquise dans ce domaine par certains d'entre eux dans la lutte antifasciste dans leur pays ou dans les Brigades Internationales en Espagne.

Analysons leur ventilation par mouvements :

	C.V.R.	MARTYRS
F.F.C.	6,5%	10%
M.U.R.	5%	11,5%
F.N.	10,5%	16%
O.R.A.	3,5%	5%

Le fait que les F.T.P. enregistrent le plus de victimes étrangères n'est pas surprenant puisque leur branche M.O.I. a été très dynamique avec, notamment, un noyau transalpin entreprenant.

Que les Italiens soient les plus nombreux parmi les résistants étrangers est tout à fait logique, compte tenu de la proximité de la « sœur latine » et de l'importance de l'immigration transalpine, mais leur proportion est inférieure à leur poids réel dans la population étrangère recensée en 1936 (74%) puisqu'ils constituent 52,5% des C.V.R. étrangers, 37% des étrangers arrêtés pour faits de résistance et 67% des martyrs. Cela peut s'expliquer à la fois par le caractère plus familial de l'immigration transalpine (plus faible taux masculin que dans les autres communautés étrangères) et par la présence d'un noyau fasciste influent, soutenu par les autorités consulaires. Parmi les autres principales nationalités représentées, les Polonais, les Arméniens, les Tchèques, les Belges, les Yougoslaves, les Hongrois sont surreprésentés alors

que les Suisses, les Britanniques et les Russes sont sous-représentés ainsi que nous l'indique le tableau ci-dessous :

	C.V.R.	Arrêtés	Martyrs	% 1936
Polonais	11%	10%	8%	0,8%
Arméniens	1,7%	—	5%	0,4%
Tchèques	1,7%	—	5%	0,3%
Belges	7%	7%	1,5%	2,1%
Yougoslaves	2,4%	3%	1,5%	0,4%
Hongrois	2,1%	—	1,5%	0,3%
Suisses	1,7%	—	0%	3,1%
Britanniques	2,1%	—	0,2%	5%
Russes	1,7%	—	1,5%	3,2%

La sous-représentation des Suisses paraît logique compte tenu de la neutralité de la Confédération helvétique ; celle des Britanniques s'explique par les expulsions décidées par les autorités françaises, puis italiennes ainsi que par des arrestations préventives ; celle des Russes se justifie par la présence d'une importante colonie « blanche » au sein de laquelle la Gestapo constituait un groupe répressif efficace. La surreprésentation polonaise s'explique par l'implantation de la centrale du réseau F2 dans les Alpes-Maritimes. Quant aux Allemands et aux Autrichiens, ils constituent un cas particulier : ils sont en effet surreprésentés par rapport au recensement de 1936 (1,1% et 1,4% contre 0,9% et 0,2%) mais sous-représentés par rapport à un dénombrement préfectoral de décembre 1938 (1,8% et 1,6%), leur proportion de martyrs étant comparable à la plupart des communautés analysées (1,5%).

7% des cadres résistants étaient d'origine étrangère : aucun à l'O.R.A. (ce qui est logique puisque son recrutement se faisait au sein de l'armée d'armistice), 4% au sein des M.U.R. (notamment des officiers ou sous-officiers engagés dans les Bataillons de volontaires étrangers en 1939-1940), 9,5% au F.N. (essentiellement les responsables de la M.O.I.) et 10,5% pour les réseaux (présence de la centrale de F2 et du S.O.E.).

La structure socio-professionnelle

En 1936, le Primaire regroupait 20% des travailleurs, le Secondaire 26% et le Tertiaire 54% ; l'échantillon C.V.R. fournit 8%, 18% et 63%, avec 5%

de sans profession et 6% d'indéterminés. On observe donc une importante sous-représentation paysanne et ouvrière qui ne correspond pas vraiment à la réalité sociologique de la Résistance azurienne : on peut, là encore, penser que nombre de cultivateurs, d'ouvriers agricoles et d'usine, de manœuvres et d'apprentis n'ont pas déposé leur dossier de C.V.R. Autre explication possible : l'amenuisement du potentiel ouvrier par les opérations de la Relève et du S.T.O. bien que l'on sache que les ouvriers n'en ont pas été les principales victimes. Le Tertiaire est donc surreprésenté en raison d'une plus grande motivation des fonctionnaires, professions libérales et cadres du privé, commerçants et artisans à déposer leur dossier après la Libération puisque c'est surtout dans ces catégories que sont recrutés les cadres résistants. Le tableau ci-dessous fournit des indications appréciables :

	C.V.R.	MARTYRS
Agriculteurs	8%	14%
Ouvriers	10%	14%
Employés	23,5%	32,5%
Commerçants-artisans	15%	7,5%
Cadres du privé - Prof. libérales	10%	3,5%
Industriels - négociants	3%	1%
Cadres du public	14%	7,8%
Ecclésiastiques	0,5%	0,2%
Etudiants	5%	5,5%
sans profession	5%	3%
indéterminés	6%	11%

L'ensemble ouvriers-employés constituait, en 1936, 50% de la population active ; il représente 3,5% des C.V.R. mais 46,5% des martyrs, donc, une sous-représentation. L'ensemble patronat-cadres du privé regroupait 22% de la population active, il représente 28% des C.V.R. et 12% des martyrs, donc une surreprésentation dans le corpus. Quant aux agriculteurs, avec 19% des actifs, ils ne constituent que 8% des C.V.R. mais 14% des martyrs. Si l'on regroupe l'ensemble des fonctionnaires, les agents de l'Etat et des collectivités locales représentent 27% des C.V.R. (dont 14% de policiers et militaires) et 14,4% des martyrs (dont 10% de policiers et militaires). Le régime de Vichy ne semble donc pas être parvenu à circonvenir ses dépendants directs. Si l'on regroupe les diverses catégories socio-professionnelles en trois ensembles, on observe que les milieux bourgeois représentent 24% des C.V.R. et 14% des martyrs, les classes moyennes 32% et 27%,

les classes populaires 38% et 48%. Ces dernières ont donc davantage souffert de la répression que les catégories plus aisées, ce qui s'explique par leur engagement plus massif dans les formations militaires au moment de l'insurrection.

Le tableau ci-dessous propose la ventilation par mouvements.

	FFC	MUR	FN	ORA
Agriculteurs	5%	5,5%	13%	7%
Ouvriers	2,5%	7,5%	20%	6,5%
Employés du privé	19,5%	23%	29%	10,5%
Commerçants-artisans	17%	15%	12,5%	9%
Cadres du privé-prof. libérales	18%	11%	32,5%	11%
Fonctionnaires	25,5%	31%	18%	7%
Etudiants	5,5%	7,5%	4%	0,5%

Le Front national apparaît donc comme le mouvement le plus ouvrier (20%), ce qui n'est pas surprenant, mais il comprend davantage de salariés du privé (29%) et presque autant de fonctionnaires (18%). Les M.U.R. regroupent le plus de fonctionnaires (31%) et d'étudiants (7,5%), tandis que les réseaux ont la structure la plus bourgeoise (35% de patrons et de cadres du privé mais 45% si l'on y ajoute les cadres supérieurs du secteur public), devant les M.U.R. (26% et 37%).

Si l'on analyse l'échantillon des martyrs, on observe que les fonctionnaires arrivent en tête des déportés non rentrés (23%) et des morts au combat (12% contre 8% aux ouvriers et 7% aux employés et agriculteurs), ces derniers étant les plus nombreux parmi les fusillés (20% contre 12% aux employés, 11% aux fonctionnaires et 8% aux ouvriers).

En étudiant l'échantillon des cadres, on observe que les réseaux ont la composition la plus bourgeoise (63% contre 54% aux M.U.R., 44% à l'O.R.A. et 30% au F.N.), que l'O.R.A. l'emporte pour les classes moyennes (56% contre 36% aux M.U.R. et au F.N., 31% aux réseaux) et que le F.N. comprend le plus d'éléments populaires (34% contre 10% aux M.U.R., 6% aux réseaux et 0% à l'O.R.A.).

L'appartenance religieuse

Les sources consultables ne permettent pas de fournir des informations aussi précises ou fiables que pour les autres rubriques. Joseph Girard a inter-

rogé 156 cadres se répartissant en 26% de catholiques pratiquants, 29,5% de catholiques non pratiquants, 7% de protestants, 5,5% de Juifs et 31,5% de libres penseurs, soit 94,5% de chrétiens baptisés. Ces résultats surreprésentent les francs-maçons et autres militants laïques qui étaient souvent à la tête des M.U.R. (24%) ou du F.N. mais ils sous-représentent la confession israélite. L'échantillon des martyrs fournit 9% de Juifs et 91% de chrétiens baptisés, dont 2% de catholiques orientaux (arméniens, orthodoxes) et 5% de protestants. Si l'on tient compte qu'il n'y avait qu'1% de Juifs recensés en 1936 et 4% en 1943, les résistants israélites ont été plus nombreux que leur poids dans la population, ce qui s'explique par les persécutions dont ils étaient victimes. Ils représentent 18,5% des martyrs des réseaux, 26% de ceux des M.U.R., 15,5% de ceux du F.N. et 6% de ceux de l'O.R.A. Ils constituent également 18% des cadres des M.U.R., 15,5% de ceux du F.N., 10,5% de ceux des réseaux et 10% de ceux de l'O.R.A.

La localisation

En 1936, la population azuréenne comprenait 84% de citadins et 16% de ruraux. Joseph Girard ne donne pas d'indications à ce sujet mais le martyrologe fournit des chiffres voisins (85% et 15%) avec des nuances appréciables par mouvements : 90%-10% pour les réseaux, 87%-13% pour les M.U.R., 69%-31% pour le F.N. et 50%-50% pour l'O.R.A. La forte polarisation urbaine des réseaux est logique puisqu'ils devaient glaner des informations dans les villes où siégeaient les administrations et les postes de commandement des troupes d'occupation. Le caractère rural notable du F.N. et presque dominant de l'O.R.A. s'explique par la mobilisation effectuée dans certaines vallées de l'arrière-pays au cours du printemps 1944. On observe d'ailleurs que les ruraux ne représentent que 7% des déportés non rentrés mais 24% des fusillés et 12% des morts au combat, ce qui montre leur densité maquisarde. En revanche, les cadres sont à 98% des citadins.

L'appartenance politique

Il n'est pas possible, au vu des sources, de fournir des indications sérieuses sur l'ensemble des C.V.R. Joseph Girard indique, à partir des 156 cadres qu'il a interrogés au début des années 70, 54% des gens de gauche (27% de socialistes, 20% de communistes), 18% d'éléments centristes

(surtout radicaux), 23% de gens de droite (13% d'anciens Croix de Feu) et 5% d'indéterminés. L'échantillon de 165 cadres défini par mes soins (regroupant martyrs et survivants) donne des résultats voisins : 46% pour la gauche (21% de socialistes, 20% de communistes), 23% pour le centre (12% de démocrates-chrétiens, 6% de radicaux), 21% pour la droite (14% de P.S.F.) et 10% d'indéterminés. Dans les deux cas de figure, la droite est sous-représentée par rapport à son poids électoral dominant aux législatives de 1936 et écrasant aux cantonales de 1937. La ventilation par mouvements du second échantillon est la suivante :

	Réseaux	M.U.R.	F.N.	O.R.A.
Gauche	14%	52%	88%	10%
Centre	33%	30%	10%	25%
Droite	43%	18%	2%	65%

Je suis en mesure de fournir, pour les deux principaux mouvements, le détail par tendances politiques :

	M.U.R.	F.N.
Communistes	4%	62%
Extrême-gauche	4%	20%
Socialistes	38%	2%
Indépendants de gauche	6%	4%
Radicaux	8%	4%
Démocrates-chrétiens	16%	6%
Modérés	6%	0%
P.S.F.-P.P.F.-U.R.D.-F.R.	18%	2%

En ce qui concerne les martyrs, les communistes représentent 9% des déportés non rentrés, 15% des fusillés et 20% des morts au combat, ce qui nuance le surnom de « parti des fusillés ».

L'entrée dans la Résistance

Les dates fournies par les résistants constituant leur dossier de C.V.R. ou les attestations délivrées par leurs supérieurs sont sujettes à caution.

Les estimations indiquées par Joseph Girard doivent être utilisées avec prudence : 60 résistants en 1940, 100 en mai 1941, 200 en novembre, 400 en avril 1942, 600 en octobre, 800 en décembre, 1100 en janvier 1943, 1800 en mai, 2400 en septembre, 2700 en décembre, 3000 en janvier 1944, 3200 en mars, 3400 en août, ce qui permet d'estimer les adhésions à 60 pour 1940, 140 pour 1941, 600 pour 1942, 1900 pour 1943 et 700 pour 1944, 260 cas étant indéterminés. Cette estimation nous incite à conclure que c'est bien durant l'année de la capitulation de Stalingrad et de l'institution du S.T.O. que plus de la moitié des résistants azuréens (51,9%) ont franchi le Rubicon, contre 19,1% au cours de l'année de l'insurrection et 16,4% au cours de l'année marquant le retour au pouvoir de Laval et l'occupation italienne, les précurseurs ayant été 1,6% à s'être engagés durant l'année « terrible » et 3,8% au cours de l'année marquée par l'intervention soviétique et les premières exécutions d'otages.

L'importance des personnes repliées

Bon nombre d'initiateurs ou de cadres des mouvements de résistance provenaient de départements de la zone occupée ou des territoires coloniaux : Raoul Attali, Claude Bourdet, Raymond Comboul, Marcel Degliame, Arthur François, René Lefebvre, Henri Lévy-Rossi, Philippe Monod pour Combat, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Elie Lévy, Jacques Lieschutz, Marcel Padolski, Philippe Rochat pour Libération, Richard Weil pour Franc-Tireur, Denise Delmon pour le Front national, Maurice Diamant-Berger et Pierre Guillain de Bénouville pour l'organisation Carte, Yves Le Crom-Hubert et Jacques Robert pour les réseaux. D'autres cadres de poids provenaient de départements de la zone non occupée comme René Houat (P.C.F.), Pierre Brandon et Marcel Guizard (Front national).

L'étude des milieux résistants azuréens confirme que le phénomène résistant a bien été intergénérationnel et interclassiste, mais elle apporte des nuances appréciables sur son ancrage : importance des moins de 30 ans (38%), des classes moyennes (32%) et populaires (38%), des citadins (85 à 90%) pour l'ensemble, ainsi que des milieux bourgeois (48%) et de gauche (46% mais 52% en incluant les radicaux-socialistes) pour les cadres. Si l'on se hasardait à brosser le « portrait-robot » du résistant de base azuréen, il correspondrait à un homme, âgé de 31 à 40 ans, salarié, citadin, modérément à gauche, ayant adhéré au cours du premier semestre de 1943 ; celui du cadre résistant donnerait un homme, âgé de 35 à 45 ans, appartenant aux professions libérales ou aux cadres de la Fonction publique, citadin, modérément à gauche,

ayant adhéré aux cours du premier semestre de 1942 ; celui du martyr décrirait un homme, âgé de 21 à 30 ans, employé ou ouvrier, citadin, nettement à gauche, ayant adhéré au cours du deuxième semestre de 1943.

Jean-Louis PANICACCI

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Archives départementales des Alpes-Maritimes : série 166 W 1 à 4, fiches établies par la police sur les personnes arrêtées pour faits de résistance ; série 169 W 8, fichier des déportés et internés.

O.D.A.C.V.G., fichier des CVR.

Joseph GIRARD, *La Résistance dans les Alpes-Maritimes*, thèse de 3^e Cycle, Faculté des Lettres de Nice, 1973 (volume 2, annexes, étude du milieu résistant, pages 54-69).

Joseph GIRARD, « Pour une étude sociologique du milieu résistant », *Bulletin du Comité d'Histoire de la 2^e Guerre Mondiale*, n° 194, mai 1972.

Suzanne MARON, « Statistique de la Déportation dans les Alpes-Maritimes », *Bulletin du Comité d'Histoire de la 2^e Guerre Mondiale*, n° 163, mai 1967.

Jean-Louis PANICACCI, « Les communistes italiens dans les Alpes-Maritimes de 1939 à 1945 », *Annali Feltrinelli* XXIV, 1985.

Jean-Louis PANICACCI, « La colonie allemande dans les Alpes-Maritimes de 1933 à 1945 », *Cahiers d'études germaniques*, n° 13, 1987.

Jean PHILIPPON, Jean-Louis PANICACCI, Michèle ROBERT, « L'émigration autrichienne et la Résistance dans les Alpes-Maritimes », *Austriaca*, n° 17, 1983.